

Inquiétude pour l'avenir des CIO haut-rhinois

La fermeture de trois des 14 Centres d'information et d'orientation (CIO) alsaciens devrait être officialisée en mars prochain. Tous les CIO visés se trouvent dans le Haut-Rhin. Pessimistes, les principaux syndicats enseignants tâchent toutefois de mobiliser.



Les CIO des zones rurales (ici, celui de Thann) sont les plus menacés. Photo L'Alsace/

« Moi, je reçois déjà des jeunes qui font 30 bornes pour venir jusqu'à Altkirch, alors ils n'en feront sûrement pas 70 demain pour aller à Mulhouse... » D'une courte phrase, Catherine Appelghem résume l'une des principales inquiétudes qui pèse ces jours-ci sur les 14 Centres d'information et d'orientation (CIO) d'Alsace. L'intéressée sait de quoi elle parle : le 20 mars prochain, le comité technique académique risque fort d'entériner la fermeture pure et simple d'au moins un des deux CIO qu'elle dirige, à Altkirch et Saint-Louis. Ceux de Thann, Guebwiller et Mulhouse-Bollwerk se trouvent également sur la sellette.

« Où iront les élèves décrocheurs ? »

Seule certitude : depuis l'instauration de la « carte cible » de 2013, l'État n'est plus tenu de financer que onze CIO alsaciens. Trois des structures actuelles semblent donc promises à une rapide disparition – et tous dans le Haut-Rhin. Ce jeudi après-midi à Mulhouse, trois syndicats (Sgen-CFDT, Snes-FSU et Sud Éducation) font donc conférence de presse commune, dans le triple objectif de faire connaître l'existence d'une pétition tout juste mise en ligne sur le site internet Change.org (<http://urlz.fr/4FBm>), de dénoncer l'« attitude dilatoire » du rectorat... et d'interpeller les collectivités locales concernées, pour que celles-ci s'impliquent dans la recherche de « solutions alternatives » aux fermetures annoncées.

« Si l'on supprime des CIO, insiste d'emblée Jean-Marie Koelblen, secrétaire départemental de la FSU 68, on affaiblit l'un des principaux maillons qui permet de faire revenir les jeunes décrocheurs vers l'école. »

« Où est la logique ? »

« Historiquement, complète la directrice du CIO Mulhouse-Cité Catherine Muller, un certain nombre de CIO sont déjà financés par les conseils départementaux, sauf pour les frais de personnels et de mission. Mais fin 2015, Éric Straumann [président du conseil départemental du Haut-Rhin, NDLR] a écrit au rectorat pour annoncer son intention de s'en dégager progressivement. Il faut dire qu'en Alsace, on est un peu la dernière académie à passer à la moulinette de la carte cible. En 2013, il y avait 570 centres dans l'Hexagone... et il n'y en a plus que 375 aujourd'hui. Le résultat, c'est que le CIO que je dirige s'occupe déjà de onze collègues ainsi que six ou sept lycées – et les conseillers d'orientation assurent des permanences hebdomadaires dans chaque établissement. Si on en supprime d'autres, le service sera moins bien rendu, sans qu'il revienne moins cher, puisque cela engendrera des frais de déplacements supplémentaires. Alors, où est la logique ? »

Hasard du calendrier, l'édition 2017 de la Journée des carrières – haut-lieu de l'orientation scolaire s'il en est – doit se tenir ce samedi 21 janvier au Parc-Expo de Mulhouse. Autant dire que les piles de tracts sont déjà prêtes, pour y faire signer à tour de bras la pétition lancée en faveur du maintien des 14 CIO alsaciens.